

Immobiliser pour mieux déposséder ? (Des)ordres de l'éloignement dans les mondes du travail migrant du Sahara à la Méditerranée

Camille Cassarini – Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC - UAR3077 - CNRS / AMU) – LPED (UMR 151-IRD/AMU)

Si l'étude des dispositifs de contrôle migratoire aux frontières extérieures de l'Union européenne a déjà fait l'objet de nombreux travaux, les recherches portant sur les conditions croisées d'immobilisation et d'exploitation des personnes migrantes demeurent rares. Depuis une vingtaine d'années, le renforcement croissant des dispositifs frontaliers entre l'espace saharien et méditerranéen a entraîné un allongement drastique des temporalités migratoires et, par ricochet, une transformation profonde des conditions mêmes de circulation entre les deux rives du Sahara (Boyer et al. 2024 ; Brachet, Choplin et Pliez 2011 ; Bredeloup et Pliez 2005). Toutefois, la dégradation des conditions de circulation, liée à la multiplication des blocages, des filtres et des lieux de rétention, ne s'opère pas dans un espace économique vide : de la Mauritanie à la Tunisie, les personnes en migration circulent le long de routes et s'ancrent dans des espaces urbains cruciaux pour les modèles de développement soutenus par ces États (Pliez 2011 ; Brachet 2012 ; Choplin et Lombard 2008). Parmi eux, les secteurs du bâtiment, de l'agriculture et de l'exploitation minière sont particulièrement révélateurs de ces formes croisées de dépossession. Situés le long de routes migratoires historiques, fortement surveillées par les États et les organisations internationales, ces secteurs reposent sur la mise au travail d'une main-d'œuvre étrangère nombreuse et structurellement précarisée. De fait, les routes migratoires sahariennes illustrent avec acuité la profonde intrication qui caractérise aujourd'hui le rapport entre le frontalier et l'économie (Mezzadra 2010). Loin de n'être qu'une conséquence indirecte des politiques de contrôle, les diverses formes de mise au travail expérimentées par les personnes migrantes dans cette région doivent être comprises comme un effet structurant du régime des frontières. En d'autres termes, les pratiques de contrôle migratoire ne se réduisent pas au simple éloignement des présences indésirables ; elles produisent des formes de captivité qui contribuent à l'organisation de véritables régimes de mobilité (Brachet et Scheele 2022 ; Glick Schiller et Salazar 2013).

Interroger la place des personnes migrantes dans ces mondes du travail permet ainsi d'éclairer autrement l'usage que font les États du Maghreb des dispositifs frontaliers internationaux soutenus par l'Union européenne et les États européens. À partir d'enquêtes ethnographiques menées en Tunisie et en Mauritanie ces deux dernières années auprès de personnes en migration, cette communication propose d'analyser comment le contrôle des migrations et les dispositifs d'éloignement participent à la fabrique d'espaces de dépossession. Pour ce faire, elle s'appuie sur l'analyse de deux situations de captivité économique observées aux frontières extérieures de l'UE. La première, en Tunisie, dans la région de Sfax, interroge les formes d'endiguement et de captivité liées au travail saisonnier auxquelles sont confrontées les personnes migrantes dans l'industrie oléicole. La seconde, à Chami en Mauritanie, s'intéresse aux conditions de captivité des travailleurs miniers dans le secteur de l'extraction aurifère artisanale, où les dispositifs de contrôle policier s'articulent directement avec la mise au travail contrainte. À partir de ces deux situations, cette communication propose de revenir sur trois

dimensions permettant d'éclairer les liens entre contrôle des migrations et dépossession économique.

La première s'attachera à saisir les conditions matérielles et politiques du contrôle migratoire. Loin de se limiter à des formes d'internement rétentionnaire, ces deux situations révèlent des formes de captivité fondées sur un contrôle strictement racial des infrastructures de mobilité : en Tunisie comme en Mauritanie, la captivité repose sur une accessibilité différentielle aux infrastructures de transport et d'hébergement. Cette accessibilité, co-produite par les acteurs humanitaires et sécuritaires, permet de confiner spatialement les populations migrantes dans les espaces oléicoles en Tunisie et dans les espaces miniers en Mauritanie. La deuxième dimension portera sur les mondes du travail à partir d'une déconstruction des temporalités du contrôle migratoire. À l'intérieur des moments d'attente produits par les frontières, les personnes en migration sont incluses, sur diverses bases, dans des mondes du travail. En croisant les conditions matérielles du travail minier et du travail agricole, il s'agira de comprendre comment se fabrique la dépossession économique et en quoi celle-ci est consubstantielle de la dépossession du droit à la mobilité. Enfin, la troisième partie interrogera la place qu'occupent ces mondes du travail dans les chaînes de valeur globales construites autour des industries oléicoles et minières. Si ces mondes du travail se situent souvent « loin du regard », les produits qui en sont issus participent pourtant à des formes de connectivité cruciales pour le capitalisme global. À partir d'une reconstruction des différents acteurs et chaînes économiques, il s'agira donc d'interroger comment ces formes de captivité participent directement à la création de valeur.

À partir de ces trois dimensions, cette communication entend contribuer plus largement aux débats sur la généalogie (post)coloniale du contrôle migratoire en Afrique saharienne et sur son articulation avec les différentes formes de capitalisme racial (Johnson, Woker et Zevounou 2024 ; Levenson et Paret 2023) qui ont jalonné son développement. Les pratiques contemporaines d'éloignement, d'immobilisation et de mise au travail des personnes migrantes ne surgissent pas ex nihilo : elles s'inscrivent dans la continuité d'un long processus historique au cours duquel la mobilité dans les espaces africains a été à la fois surveillée, contrainte et exploitée (Tiquet 2019). Dès la période coloniale, l'administration française mit en place des dispositifs de regroupement forcé et de travail obligatoire, fondés sur un tri racial et diverses formes de hiérarchisation des populations circulantes. Ces logiques visaient moins à supprimer les mobilités qu'à les encadrer et à les transformer en ressource économique au service d'un projet de domination coloniale. En ce sens, appréhender les logiques croisées de contrôle migratoire et de mise au travail des personnes migrantes dans les mondes sahariens met en lumière une continuité historique : des dispositifs coloniaux de mise au travail forcée aux régimes contemporains d'externalisation des frontières, les techniques de contrôle et de tri des mobilités demeurent enchâssées dans des régimes d'accumulation.

Bibliographie

Boyer, Florence, Faret, Laurent, Lestage, Françoise et Pombo, María Dolores París, 2024, « “Effets de frontière”, circulations et reconfigurations locales : regards croisés à partir des Suds », *Migrations Société*, vol. 196, n° 2, p. 75-89

Brachet, Julien, 2012, « D’une étape à l’autre : transit et transport dans les migrations (trans)sahariennes », in *Les recherches sur les migrations africaines : Méthodes et méthodologies innovantes*, Paris, L’Harmattan, p. 93-112

Brachet, Julien, Choplin, Armelle et Pliez, Olivier, 2011, « Le Sahara entre espace de circulation et frontière migratoire de l’Europe », *Hérodote*, vol. 142, n° 3, p. 163-184

Brachet, Julien et Scheele, Judith, 2022, « Captives at Large: On the Political Economy of Human Containment in the Sahara », *Politics & Society*, vol. 50, n° 2, p. 255-278

Bredeloup, Sylvie et Pliez, Olivier, 2005, « Migrations entre les deux rives du Sahara », *Autrepart*, vol. 36, n° 4, p. 3-20

Choplin, Armelle et Lombard, Jérôme, 2008, « Migrations et recompositions spatiales en Mauritanie. “Nouadhibou du monde”. Ville de transit... et après ? », *Afrique contemporaine*, vol. 228, n° 4, p. 151-170

Cobarrubias, Sebastian, Cuttitta, Paolo, Casa-Cortés, Maribel, Lemberg-Pedersen, Martin, El Qadim, Nora, İşleyen, Beste, Fine, Shoshana, Giusa, Caterina et Heller, Charles, 2023, « Interventions on the concept of externalisation in migration and border studies », *Political Geography*, vol. 105, art. 102911, p. 1-10

Glick Schiller, Nina et Salazar, Noel B., 2013, « Regimes of Mobility Across the Globe », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 39, n° 2, p. 183-200

Johnson, Guillaume, Woker, Madeline et Zevounou, Lionel, 2024, « Capitalisme racial ? Une introduction », *Marronnages : Les Questions Raciales au Crible des Sciences Sociales*, vol. 1, n° 3, p. 8-31

Levenson, Zachary et Paret, Marcel, 2023, « The South African tradition of racial capitalism », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 46, n° 16, p. 3403-3424

Mezzadra, Sandro, 2010, « The Gaze of Autonomy: Capitalism, Migration and Social Struggles », in *The Contested Politics of Mobility*, Routledge

Pliez, Olivier, 2011, *Les cités du désert : Des villes sahariennes aux saharatowns*, Toulouse/Marseille, Presses Universitaires du Mirail, 161 p.

Tiquet, Romain, 2019, *Travail forcé et mobilisation de la main-d’œuvre au Sénégal : années 1920-1960*, Rennes, Presses universitaires de Rennes